

RAPPORT DE LA MISSION GO AND SEE EFFECTUEE A BIBOKOBOKO CE 12 MAI 2022

0. Participants :

Acteurs humanitaires : Action Aid, Save the Children, Intersos, ADRA, NCA, IMC, Fondation Panzi, UGEAFI, Help Channel Congo, UNHCR et OCHA.

Acteurs étatiques : Monsieur l'Administrateur de Territoire de Fizi et Mr le Médecin Chef de Zone de Santé de Fizi.

1. Justification de la mission :

A la suite de l'incident malheureux survenu le 1^{er} décembre 2021 sur l'axe Mongemonge – Tujenge - Bibokoboko, incident au cours duquel un camion privé chargé d'intrants humanitaires et se rendant à Bibokoboko avait été la cible d'une attaque perpétrée par les hommes armés non autrement identifiés, les partenaires humanitaires avaient suspendu toutes les interventions en cours à Bibokoboko. Cinq mois plus tard, et sur demande insistante du comité de déplacés de Bibokoboko qui a constaté une certaine accalmie prolongée sur ledit axe et une détérioration des conditions de vie des déplacés, les partenaires humanitaires ont décidé d'organiser cette mission go and see afin de mettre à jour le contexte humanitaire de la zone et d'échanger avec les acteurs de sécurité (MONUSCO, FARDC) sur les garanties qu'ils peuvent proposer aux humanitaires s'agissant de l'accès sécuritaire dans la zone pour les acteurs humanitaires. Pour réaliser cette mission, OCHA a entrepris des contacts avec les autorités du territoire de Fizi, de la mairie de Baraka et des leaders des structures communautaires pour négocier l'accès à Bibokoboko. Le village de Bibokoboko est situé à 23 km au nord-ouest de Baraka sur l'axe Baraka – Mongemonge – Tujenge – Bibokoboko, axe actuellement très peu fréquenté par les usagers de l'unique route qui relie Bibokoboko à Baraka. Baraka étant considéré comme l'unique centre d'approvisionnement en produits de première nécessité pour la population de Moyens Plateaux de Bibokoboko.

2. Mouvement de population :

Selon le comité local de déplacés, c'est depuis le 29 octobre 2021 que certaines populations des groupements Basimunyaka Nord, Basimukuma Nord et Basimukinji ont quitté leurs villages suite aux exactions commises par les groupes armés lors du conflit intercommunautaire. Ces personnes se sont déplacées à Bibokoboko où ils ont été reçus dans des familles d'accueil dans trois localités à savoir Kisombe, Bijanda et Matare. 1050 ménages de 7350 personnes ont été identifiés par le comité local d'identification des personnes déplacées dans ces trois villages où ils vivent en familles d'accueil pour une moyenne de cinq ménages déplacés dans une famille d'accueil. Ce comité note aussi un retour de 314 ménages (2200 personnes) en provenance de Baraka. Actuellement, ces personnes déplacées et retournées sont dans des conditions de vie très difficiles après avoir perdu tous leurs biens y compris le bétail, les habitations et les biens ménagers.

3. Situation sécuritaire et de protection

La situation sécuritaire de Bibokoboko et ses environs est relativement calme mais imprédictible depuis les derniers événements de février dernier grâce à la présence et travail des FARDC sur le terrain. Cependant, les déplacés se trouvant à Bibokoboko ont dit que leurs villages d'origine restent en insécurité du fait de la présence des groupes armés dans et aux alentours de ces villages. Il y a la présence des militaires FARDC et un SCD de la Monusco qui assurent la sécurité de la zone. Depuis environ 4 jours, il y a eu permutation du régiment qui était basé dans cette zone et son remplacement par un autre venu de la province de l'Ituri sous le commandement du

colonel Jean Claude.

Aucun incident de protection n'est signalé dans la zone depuis février 2022. Les FARDC et la PNC sont bien plus là pour assurer la sécurité de la population et leur cohabitation est au beau fixe.

La sécurité des usagers de la route Bibokoboko-Baraka n'est pas encore rassurante du fait de sa fréquentation trop timide et les patrouilles des FARDC et de la MONUSCO n'y sont pas régulières. Selon le capitaine du SCD de la MONUSCO qui a briefé la mission sur la situation sécuritaire de cette zone, ses éléments patrouillent une fois par semaine cette route avec les éléments FARDC.

I. Situation des déplacés

Selon le comité des déplacés, il y a environ 7350 personnes regroupées dans 1050 ménages provenant de 32 villages qui vivent à Bibokoboko et qui sont réparties dans trois principaux villages Matare, Kisombe et Bijanda. La plupart des déplacés sont originaires des villages Lulimba, Mangungu, Mugorore 1 et 2, Nyakisozi, Rutabura, Magaja, Mikirikiri, Sebasaza, Kadese, ...

Dans la zone, il existe également des retournés dont leur nombre est de 2200 personnes regroupées dans 314 ménages qui sont tous des habitants de Bibokoboko.

A noter que tous les chiffres avançant par le comité des déplacés sont à relativiser au vu des contradictions que cela à sembler relever sur le terrain.

Il a été relevé qu'il y a des déplacés de Bibokoboko et environ qui se trouveraient dans la plaine de la Ruzizi et qui aimeraient regagner leurs zones de provenance mais se buttent à un problème logistique pour y parvenir. C'est pourquoi, ils sollicitent des acteurs humanitaires qui pourraient les y aider de le faire dans le cadre de la réunification des familles séparées par la guerre.

La majorité des déplacés trouvés sur place étant des protestants, les pasteurs ont fait le plaidoyer d'obtenir une assistance en instruments musicaux, chaises et livres dont les bibles en faveur de leurs églises du fait que tout ce qu'ils possédaient a été pillé et/ou détruit pendant la période des troubles.

II. Cohabitation

Toutes les ethnies se retrouvent et collaborent bien dans Bibokoboko et aucun incident ni événement pouvant mettre à mal la cohabitation n'a été signalé par la population. Les Babembe ne vivent pas à Bibokoboko mais, ils y viennent pour le petit commerce en aller et retour. Il faut mentionner que même avant les événements du 13 octobre 2021, les Babembe ne vivaient pas à Bibokoboko.

III. SGBV

Les femmes déplacées ont fait part de 16 cas de mariage précoce identifiés depuis le début de l'année 2022 au sein de leur communauté. Les filles se marient à l'âge de 14 ans et cette situation est justifiée par le taux élevé de la pauvreté. Le mécanisme de dénonciation n'est pas connu et non mis en place dans cette communauté. L'ignorance de la loi par la majorité de la population et les coutumes rétrogrades seraient des facteurs favorisant de cas de SGBV dans cette communauté. 3 cas d'agressions physiques identifiés. Aucune femme ne peut dénoncer ni ester en justice contre son mari d'après la coutume du grand nombre des déplacés se trouvant à Bibokoboko.

Les femmes ont soulevé un point relatif à la promiscuité dans les ménages d'accueil où on retrouve jusqu'à 5 ménages dans une même maison d'accueil avec une capacité limitée. Cette situation de confinement, poussent les parents à aller dans la brousse pour satisfaire leurs désirs sexuels

IV. Besoins :

En plus de la nécessité de sécuriser davantage l'axe Baraka – Bibokoboko, les déplacés ont

exprimé les besoins suivants :

- Vivres
- Médicaments
- Abris
- Habits et chaussures pour les hommes
- Articles Ménagers Essentiels (AME).

V. Recommandations :

- Renforcer les patrouilles sur la route Bibokoboko – Baraka pour permettre aux usagers de circuler en toute sécurité. En cas d'une mission humanitaire dans la zone, solliciter de FARDC et de la MONUSCO l'organisation des patrouilles de sécurité au départ et au retour de la mission. (plaidoyer à faire par OCHA) ;
- Encourager l'organisation des convois humanitaires sur l'axe ;
- Assistance en vivres et en AME en faveur des personnes déplacées et retournées ;
- Sensibilisation sur les notions des violences sexuelles et basées sur le genre (acteurs humanitaires) ;
- Appui en semences améliorées et outils aratoires pour réduire les risques liés aux VBG (PAM, ACTED et autres intervenants dans la zone) ;
- Qu'une assistance multisectorielle d'urgence soit apportée aux personnes déplacées, aux familles d'accueil et aux retournées de Bibokoboko pour leur permettre de garantir leurs besoins vitaux et d'améliorer leurs conditions de vie

4. Sécurité alimentaire.

La situation de la sécurité alimentaire est très préoccupante à cause de l'insécurité dans les villages de provenance. Les personnes déplacées n'ont pas accès à leurs champs y restés. Le pillage et vol de bétail accentue cette situation. La population éprouve de sérieuses difficultés dans l'acquisition des outils et intrants agricoles. On enregistre des cas de malnutrition. Le principal mode d'acquisition des biens est le troc du fait de la circulation réduite vers les autres zones étant donné que la sécurité n'est pas encore bien garantie. La population vit de la générosité des bienfaiteurs se trouvant en dehors de la zone.

Les personnes déplacées et retournées ont un repas par jour non complet faute de disponibilité et d'accès à la nourriture.

Cette communauté vivait principalement de :

- ✓ Agriculture,
- ✓ Élevage,
- ✓ Petit Commerce.

Les aliments de base de la population est le haricot, le manioc, la banane, le maïs et la patate douce

Besoins prioritaires :

Selon les résultats des enquêtes, les besoins prioritaires rapportés par les ménages interrogés sont les suivants :

- Vivres,
- Intrants agricoles
- Activités génératrices de revenu

La nourriture est le premier besoin exprimé par les ménages déplacés.

La situation nutritionnelle est préoccupante dans l'aire de santé de Bibokoboko et risquerait de plonger la zone dans la malnutrition du fait que tous les champs (principale source d'alimentation) ont été pillés.

Commentaire :

Après évaluation dans les ménages déplacés/retournés, le constat est la quasi-totalité de ces ménages ont perdu leurs principales sources de revenus, que ce soit la culture agricole, le bétail et le petit commerce.

Et dans la zone de déplacement, il n'y a pas de champs.

Environ 6000 hectares de champs auraient été abandonnés dans la zone de provenance et dont les propriétaires n'ont plus accès, 24453 têtes de bétail auraient été pillés.

Selon les populations déplacées interrogées, elles trouvent que leur accès à la nourriture est réduit fortement, les amenant à utiliser des stratégies d'adaptation négatives comme réduire le nombre de repas par jour (en moyenne un), réduire la quantité ou la qualité de la nourriture, emprunter de l'argent. La population de Bibokoboko n'a pas accès au marché de Baraka qui est pourtant le principal centre de ravitaillement.

5. Abris et AME :

Environ 2161 maisons ont été incendiées/détruites dans 32 villages touchés par le conflit pendant les événements dans la zone de provenance.

Les familles déplacées/retournées ont signalé aussi un problème d'abris dans la zone de déplacement. La mission a constaté un problème sérieux d'hébergement de ménages retournés et déplacés (l'occupation des maisons des retournés par les déplacés), Il y a des maisons qui abritent de 3 à 5 ménages et cela crée une promiscuité grave.

Besoins prioritaires identifiés :

- Les abris
- Articles ménagers essentiels (AME).

Commentaire

Après enquête et évaluation des besoins des ménages déplacés dans les familles d'accueil, 7 437 personnes touchés vivent dans les abris collectifs (familles d'accueil) dans 3 villages dont Matare, Bijanda et Kisombe.

Besoin d'une assistance en abri pour les personnes déplacées qui souhaitent que ces abris soient installés sur une autre colline ;

Pour les articles ménagers essentiels (AME), la majorité des ménages déplacés, sur l'ensemble de la zone, ont perdu la totalité de leurs biens, que ce soit à cause de la destruction de leurs abris ou pendant leur déplacement.

Les besoins prioritaires des ménages déplacés en AME cités par les responsables des ménages interrogés sont le kit cuisine, savons, jerrycan et seau, habits, literie (couverture, matelas, ...)

6. Education :

Trois écoles primaires sont opérationnelles dans le centre et ces écoles absorbent tous les élèves

en provenance des 14 écoles des zones de provenance. Ces écoles sont les suivantes :

- EP Bora à KISOMBE
- EP TUJENGE à BIJANDA
- EP MAOMBI à BIBOKOBOKO II

Toutes ces écoles sont dépourvues des latrines et manquent de pupitre qui ont servis de bois de chauffe aux déplacés pendant leur occupation. Elles sont accessibles sur un trajet d'au moins 1 heure de marche par les écoliers

Besoins prioritaires

- Construction et/ou réhabilitation des salles de classes
- Equipement en pupitre, tableaux, tables, chaises
- Construction et ou réhabilitation des latrines par sexe
- Installation des points d'eau et stockage d'eau
- Formation des enseignants la pédagogie et différents modules d'enseignement en situation d'urgence
- Kits scolaires pour les élèves
- Matériels didactiques et manuels d'enseignement

Qualité de l'enseignement	- Nombre d'enseignant mécanisés																
	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Ecoles</th> <th>Nombre enseignant mécanisés</th> <th>M</th> <th>F</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>EP BORA</td> <td>7</td> <td>7</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>EP MAOMBI</td> <td>7</td> <td>6</td> <td>1</td> </tr> <tr> <td>EP TUJENGE</td> <td>8</td> <td>8</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table>	Ecoles	Nombre enseignant mécanisés	M	F	EP BORA	7	7	0	EP MAOMBI	7	6	1	EP TUJENGE	8	8	0
	Ecoles	Nombre enseignant mécanisés	M	F													
	EP BORA	7	7	0													
EP MAOMBI	7	6	1														
EP TUJENGE	8	8	0														
- Ration enseignant-élève : 80/1																	
- Disponibilité des manuels et matériels d'apprentissage chez les élèves : niveau insignifiant																	
- Disponibilité des curriculums et manuels d'enseignement chez les enseignants : niveau insignifiant																	
- Soutient pédagogique aux enseignants : niveau insignifiant																	
Engagement communautaire pour l'éducation des enfants	<ul style="list-style-type: none"> - Les trois écoles ont tous un COGES (Comité de gestion d'écoles) composé d'un Directeur et un enseignant maître en chef - Aucune n'a un COPA (Comité des parents) fonctionnel - Les activités de SERNAFOR sont mises en œuvre seulement à l'EP BORA 																

7. WASH :

Wash communautaire à Bibokoboko

- Pas d'accès à l'eau potable pour toute la population de Bibokoboko, la population s'approvisionne dans 5 sources d'eau à réhabiliter

- Plus de 50% de personnes vivants à Bibokoboko n'utilisent pas de latrines hygiéniques, malgré la construction de 50 latrines publiques par NCA en décembre 2021, la couverture en latrine et douches demeure faible ;
- Faible connaissance en matière de bonnes pratiques lié à l'eau, l'hygiène et l'assainissement ;

Wash au Centre de Santé

- Non existence de la zone de déchets au CS de Bibokoboko ;
- La source d'eau qui approvisionne le CS a été aménagée depuis 2003, elle nécessite une réhabilitation ;
- Absence d'outil pour le stockage d'eau ;
- Non existence de la clôture pour la protection ;
- Non existence de station de lavage des mains ;
- Manque de Kits pour la protection contre les infections (PCI).
- Faible connaissance par le personnel en matière de bonnes pratiques liées à l'EHA ;

Besoins prioritaires

- Construction du paquet minimum WASH (Incinérateur, Fosse à Aiguilles, Fosse à Placentas, Fosse à cendres, Fosse à ordures, latrines, douches) ;
- Aménagement des sources d'eau potable dans la communauté
- Réhabilitation de l'impluvium au Centre de santé pour le stockage de l'eau
- Dotations des Kits de lavage des mains, Kits PCI, Kit de dignité et Kits d'hygiène
- Dotation Kits Wash dans la communauté
- Sensibilisations de la communauté en matière EHA
- Formation des prestataires des soins et Reco en matière d'EHA.

8. Santé

La situation sanitaire de l'aire de santé de Bibokoboko est préoccupante. L'équipe cadre de la zone de zone n'a pas supervisé la structure depuis le mois de novembre 2021 à cause de la dégradation de la situation sécuritaire. Ce dernier fonctionne avec un personnel non qualifié et non affecté par le Bureau Central de la zone de santé de Fizi ce qui n'a pas permis à la mission d'accéder aux données fiables par manque d'outils de collecte.

La zone connaît certains problèmes de santé antérieurement non existants dans cette communauté (Malnutrition, gales) et augmentation de certaines pathologies (les diarrhées, le paludisme, les infections respiratoires aiguës) chez les enfants.

A. Quelques constats ;

1. Rupture de beaucoup des médicaments essentiels et vaccins
2. Les 5 agents trouvés au CS sont tous des déplacés et ont intégré la structure de par leur propre initiative
3. Les activités préventives (CPN, CPoN, CPS) ne sont pas organisées
4. Pas de hangar pour les activités préventives
5. Les documents de gestion des médicaments et vaccins ne sont pas disponibles
6. La salle de consultation trop étroite ;
7. La zone des déchets non protégée par la clôture et sans trous à ordures ni à placenta ; l'incinérateur en état de délabrement avancé.

B. besoins prioritaires

- Sensibilisation de la population sur la nécessité des activités préventives

- Construction d'un hangar pour les activités préventives
- Réhabilitation de la zone des déchets
- Aménagement d'une salle de consultation qui a une superficie répondant aux normes
- Plaidoyer pour le retour des agents de la structure qui sont en déplacement.
- Besoins en PCI Santé (Equipment de protection individuel et etc...)
- Besoins en formation sur toutes les thématiques importantes
- Approvisionnement en MEG pour les pathologies chroniques
- Construction d'une clôture pour la protection du CS
- Equipements en literies

Annexe 1 :

Actions/interventions des acteurs le jour de la mission

Certains acteurs ont saisi l'occasion de cette mission pour acheminer de l'aide d'urgence à la population de Bibokoboko :

- NCA : kits d'hygiène et kits de dignité pour 200 femmes et filles en âge de procréation,
- Action Aid : Kits de dignité pour 170 femmes et filles en âge de procréation, 20 cartons de biscuit aux élèves qui participent aux cours de récupération
- IMC/BCZS : Médicaments et vaccin, outils de collecte des données
- ADRA : 450 paires de pantoufles mixtes

Annexe 2 :

Personnes de contact à Bibokoboko

- Jacques Muhinyuza, chargé de communication et ambassadeur de la paix : 0820183696
- David, président du comité de déplacés et notable de Bibokoboko : 0812345993
- Rugaza, révérend pasteur à Bibokoboko : 0822753356
- Colonel Jean Claude, commandant 3407^{ème} régiment FARDC : 0822539600
- John, chef de village : 0829743491